



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique fiscale

Question au Gouvernement n° 1470

Texte de la question

POLITIQUE FISCALE

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth.

M. Éric Woerth. Pour une fois, je commencerai par la question. Monsieur le Premier ministre, allez-vous changer de politique fiscale ?

Depuis votre arrivée au pouvoir, vous n'avez eu de cesse d'opposer les Français entre eux : actifs contre retraités, Français des villes contre Français des campagnes, contribuable local contre contribuable national !

Aujourd'hui, la France paie le prix de cette opposition. On ne réforme pas un pays en le fracturant et en divisant ses citoyens ! Votre politique fiscale est illisible, injuste et inefficace.

Vous vous dites progressiste. Le progrès consiste-t-il à appauvrir les Français ? (*Exclamations et rires sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Thibault Bazin. Et cela vous fait rire ?

M. Éric Woerth. Dans votre bouche, c'est toujours la faute des autres, notamment celle de vos prédécesseurs – sans doute en remontant à Hugues Capet !

M. Laurent Saint-Martin. L'austérité, c'était vous !

M. Éric Woerth. La vérité, c'est que le désordre considérable et la désespérance que nous constatons sont le fruit de la politique que vous menez depuis dix-huit mois. C'est votre responsabilité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Vous devez écouter nos propositions. Dès 2017, les Républicains vous demandaient de modérer la hausse des taxes pesant sur le carburant. Cette année, nous avons défendu un gel des prix, bien avant le premier gilet jaune.

Vous avez balayé tout cela d'un revers de main. Puis, forcé et contraint, vous avez annoncé un moratoire de six mois. Décidément, vous êtes toujours en retard d'une mesure ! Soit vous n'avez pas compris la gravité de la situation, soit vous persistez dans l'erreur.

Mme Sandra Marsaud. C'est vous qui n'avez rien compris !

M. Éric Woerth. Il faut annuler la hausse des taxes et pas simplement la retarder ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

À présent, la crise dépasse le sujet du carburant. Vous devez supprimer du catalogue de vos mesures les plus injustes d'entre elles, au premier rang desquelles la hausse de la CSG pour les retraités, d'une incroyable brutalité, et le gel des pensions de retraite et d'invalidité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

Ne vous y trompez pas, le vrai pouvoir d'achat, durable, résulte de l'augmentation des salaires – non d'une hausse du SMIC, laquelle accroît le chômage et la pauvreté – et de la vigueur économique de nos entreprises.

M. Fabien Roussel. ISF !

M. Éric Woerth. Vous n'avez engagé aucune réforme en la matière.

M. Hubert Wulfranc. ISF !

M. Éric Woerth. Monsieur le Premier ministre, vous ne réformez pas le pays, vous le brutalisez. Quand allez-vous changer de politique et de méthode ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations et huées sur les bancs du groupe LR.)*

M. Gérard Darmanin, *ministre de l'action et des comptes publics.* Monsieur le député, vous avez sans doute raison : les membres du Gouvernement et de la majorité doivent davantage écouter, et peut-être faire preuve de davantage d'humilité.

M. David Habib. Arrêtez-vous là !

M. Ugo Bernalicis. C'est un spécialiste qui parle !

M. Gérard Darmanin, *ministre.* Peut-être les oppositions, quant à elles, doivent-elles faire preuve de davantage de responsabilité ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

S'il y avait plus d'humilité d'un côté et plus de responsabilité de l'autre – avec tout le respect que j'ai pour vous, monsieur le député –, nul ne dirait dans l'opposition autre chose que ce qu'il dit dans la majorité. Sans doute le pays s'en porterait-il mieux ! *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM et MODEM. – Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Plusieurs députés du groupe LR. Et vous, que faites-vous d'autre ?

M. Gérard Darmanin, *ministre.* On peut être favorable à la baisse de la fiscalité que vous appelez de vos vœux. Malheureusement... *(Exclamations prolongées sur les bancs du groupe LR.)*

Manifestement, en matière d'écoute, vous êtes croyants mais pas pratiquants ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

On peut comprendre cette demande d'une baisse de la fiscalité, monsieur le député, mais avez-vous dit aux Français, notamment aux gilets jaunes que vous avez rencontrés, que vous avez voté contre la suppression de la taxe d'habitation ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Plusieurs députés du groupe LR. Oui !

M. Gérald Darmanin, ministre . Leur avez-vous dit que vous avez voté contre la suppression des cotisations sociales pour les salariés ? (*Mêmes mouvements.*) Que vous êtes favorable à la suppression de l'impôt sur la fortune immobilière ? (*Mêmes mouvements.*) Nous pouvons partager – et vous savez que nous la partageons –...

M. Christian Jacob. Nous ne partageons rien ! Strictement rien !

M. Gérald Darmanin, ministrel'exigence de baisser la fiscalité encore davantage. Toutefois, nous aurions attendu que votre question comprenne, outre quatre-vingt-dix-neuf critiques envers le Gouvernement, une proposition destinée à réduire la dépense publique – une proposition que vous pourriez assumer, non pas simplement ici ou dans les entreprises, mais devant les électeurs de votre circonscription !

Mme Marie-Christine Dalloz. Vous êtes un amnésique, monsieur Darmanin !

M. Gérald Darmanin, ministre . Dans ces conditions, outre un Grenelle fiscal, il faudra procéder à un Grenelle politique ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Woerth](#)

Circonscription : Oise (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1470

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 décembre 2018](#)